

Édito

ÇA S'EST PASSÉ CE MOIS-CI :

- Métro : prolongement de la ligne 11, c'est parti !
- Les écologistes manifestent pour maintenir le budget d'Airparif.
- Le moratoire sur l'enfouissement des déchets de chantiers en Seine & Marne doit être respecté !
- 100 millions d'euros d'aide européenne pour la SEM Énergies Posit'if.

RUBRIQUES

- Chroniques d'hémicycle
- Vos élu/es font l'actu
- Les appels à projets en cours
- Reportage : Les élu/es et associations mobilisés contre l'exploitation des huiles et gaz de schiste.

Pour nous contacter :  
eelv@iledefrance.fr  
01 53 85 69 45

Partagez nos visuels sur les réseaux sociaux !

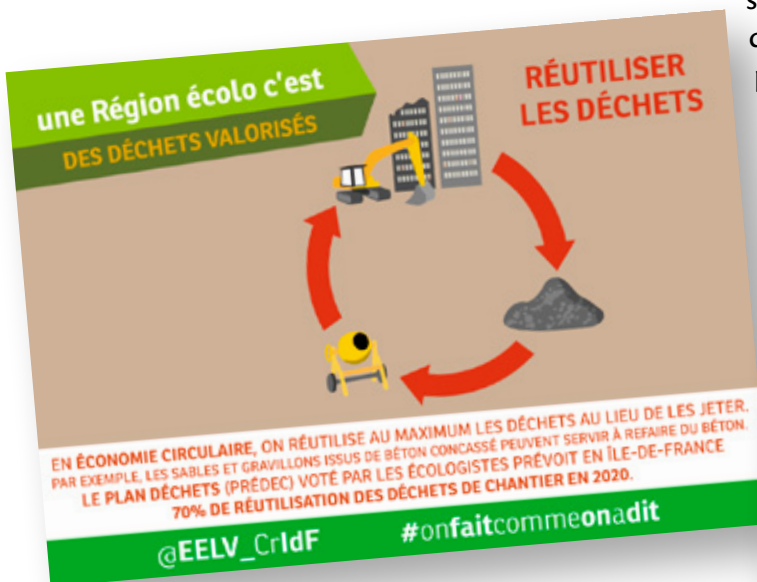
POLLUER COÛTE CHER, RESPIRER TUE

Les conséquences de la pollution de l'air ne sont plus discutables. Elles sont sanitaires : près de 42 000 décès prématurés lui sont attribuées chaque année en France. Une étude récente de l'Inserm en évalue les conséquences financières au tiers du déficit de la sécurité sociale !



MOUNIR SATOURI

Or, les principaux polluants ainsi que leurs principales sources (transports, industries, agriculture intensive, bâti, chauffage) sont connus : ne rien faire, c'est se rendre coupable de non-assistance à population en danger ! Nous devons agir sur tous les leviers à la fois. Les solutions existent : l'État doit accepter de collaborer pleinement avec les Conseils régionaux, désormais chefs de file en matière de qualité de l'air. En cas de pic annoncé, les pouvoirs publics doivent activer systématiquement les mesures d'urgence existantes : circulation alternée et gratuité des transports en commun, gratuité des parkings, contournement des agglomérations par les poids lourd, interdiction des épandages... Mais il faut surtout prévenir ces crises sur le long terme. La création des pastilles et la mise en place des zones à faibles émissions est une bonne chose... La proposition avait déjà été émise en 1998 par Dominique Voynet, alors ministre de l'environnement ! Il est urgent maintenant de s'attaquer au nœud du problème : cesser la politique de soutien aux industries du diesel et accompagner les particuliers pour s'équiper de véhicules moins polluants.



## METRO : PROLONGEMENT DE LA LIGNE 11 : C'EST PARTI !

Le lundi 1<sup>er</sup> juin, les élu/es régionaux ont lancé à Rosny-sous-Bois les travaux de prolongement de la ligne 11 vers l'est. Ce chantier est symbolique de l'accélération des travaux liés aux transports entrepris lors de cette mandature. Et de la priorité donnée aux besoins de déplacement des Francilien/nes. Chaque année, la Région consacre les deux-tiers de son budget pour la modernisation du réseau de transport francilien. Ces investissements sont sans précédents depuis la création du métro.



## CENT MILLIONS D'EUROS D'AIDE EUROPÉENNE POUR LA SEM ÉNERGIES POSIT'IF

L'outil de financement de la rénovation énergétique créé par les écologistes reconnu par l'Union européenne ! La SEM Énergies Posit'if vient de se voir attribuer cent millions d'euros par la banque européenne. Un financement issu de son programme d'amélioration d'efficacité énergétique. La SEM est un nouvel outil qui expérimente le modèle du tiers financement. Celui-ci consiste à avancer aux syndicats de copropriétaires les fonds pour les travaux, le remboursement étant assuré par les économies d'énergie réalisées.

### À LIRE

Action sociale, santé, la vice-présidente **Laure Lechatellier** dresse le bilan de son action à la Région : >> il est en ligne ici. <<



## COUP DE CŒUR

### Adoption des mesures anti-gaspillage par l'Assemblée Nationale

Depuis le 21 mai, la grande distribution s'est vue interdire de jeter ses invendus alimentaires, par un vote unanime des députés. Ce texte a vocation à prévenir le gaspillage et à permettre le don de ces invendus à des associations pour l'alimentation, le compost ou la production d'énergie.

L'adoption du texte va de pair avec la mise en place d'un relais entre les moyennes et grandes surfaces et des associations caritatives chargées de faciliter ces dons.

## COUP DE GUEULE

### Parc naturel du Vexin : zone protégée en danger

C'est inadmissible ! Malgré nos interventions et l'opposition des habitant/es et des associations, le 21 mai 2015, le préfet des Yvelines a signé l'arrêté de Projet d'Intérêt Général donnant à CALCIA l'autorisation d'étendre son activité au sein du Parc Naturel Régional du Vexin Français. Le préfet autorise ainsi la destruction d'une zone pourtant protégée, et fait le choix du développement des activités d'extractions du calcaire plutôt que de celles valorisant les déchets de chantiers, à moins de quatre semaines du vote du plan de prévention des déchets par la Région.

## DÉFENDONS LE MORATOIRE SUR L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS EN SEINE & MARNE

Dans le cadre du plan déchets franciliens, Corinne Rufet, vice-présidente en charge de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Énergie et les élu/es écologistes ont notamment tenu à rétablir l'équilibre territorial. La Seine & Marne reçoit en effet jusqu'à 80% des déchets de chantiers produits en Île-de-France. Le plan déchets prévoit un moratoire de trois ans sur de nouvelles décharges dans ce département. Le plan doit être acté en juin par le Conseil régional. Des industriels du déchets ont voulu anticiper ce plan en soumettant de nouvelles demandes d'autorisation au préfet du 77, avant la date limite. Les écologistes régionaux se sont mobilisés avec des élu/es, militant/es et associatifs locaux pour rencontrer les équipes du préfet et leur demander d'anticiper de quelques semaines la législation en respectant le moratoire. Le plan de prévention des déchets prévoit de relocaliser l'enfouissement des déchets de chantier sur le département qui les génère, ou au plus près. Il prévoit surtout de mettre l'accent sur la prévention et la réutilisation afin de limiter au maximum l'enfouissement.



## LES ÉCOLOGISTES MANIFESTENT POUR MAINTENIR LE FINANCEMENT D'AIRPARIF

Unilatéralement, le gouvernement a décidé de baisser les subventions à l'organisme de mesure de la qualité de l'air, Airparif. Les écologistes déplorent cette décision de casser le thermomètre plutôt que de prendre les mesures ad hoc pour améliorer la qualité de l'air. Ils ont demandé à Matignon de continuer à soutenir cette association. Ils ont également demandé qu'une subvention de l'État de 1,5 millions d'euros par an soit sanctuarisée dans le contrat de plan État-région 2015-2020.

## VOS ÉLU/ES FONT L'ACTU

- **Radio Orient** : Mounir Satouri, président du groupe des élu/es régionaux, est l'invité politique de Loïc Barrière, dans l'émission « Pluriel ».
- **20 minutes** : Mounir Satouri, rappelle que face au bilan des 17 ans de règne de Jean-Paul Huchon, le grand projet marquant de ce mandat, le passe Navigo dézonné, est le combat des écologistes.
- **Le Parisien, Le journal de l'environnement** : Corinne Rufet, vice-présidente en charge de l'environnement à la Région, accompagnée de Mounir Satouri, président du groupe écologiste et de militant/es locaux, rencontre les équipes du préfet du 77 pour leur faire respecter le moratoire sur la création de nouvelles décharges en Seine-et-Marne. Un département qui accueille déjà 80% des déchets produits en Île-de-France.
- **La gazette des Communes** : Corinne Rufet, vice-présidente en charge de l'environnement à la Région rappelle l'objectif du plan déchet régional : recycler et valoriser les déchets.
- **Le Parisien** : Pierre Serne, vice-président en charge des transports à la Région, demande à la RATP d'avancer simultanément sur les tracés éventuels de prolongation de la ligne 1 jusqu'au Val de Fontenay pour limiter le retard du projet.
- **Boursorama** : Emmanuelle Cosse et les élu/es régionaux, aux côtés des associations locales, attirent l'attention sur le risque que les permis d'exploitation de puits de pétrole par Vermilion en Essonne préparent l'exploitation future de gaz de schiste.



## Agenda

- 30 mai au 5 juin : Semaine Européenne du Développement Durable.
- 4 juin : Forum « Vivre Ensemble le changement climatique — Conseil Économique Social et Environnemental ».
- 5-7 juin : Festival Chaud Devant !
- 6 juin : Fête solidaire Rom Ivry-Sur-Seine.
- 6-7 juin : Alternatiba de Saint-Quentin-en-Yvelines.
- 6-7 juin : fête du vélo en Île-de-France.
- 6-21 juin : Fête des Paysages et de la nature en ville.
- 8 juin : Rassemblement contre la loi sur le renseignement, Place de la République Paris.
- 9 juin : « L'ESS, un secteur qui recrute ! » CIDJ Paris 15ème
- 11-21 juin : Futur en Seine — Le Festival du Numérique.
- 17 juin : Commission permanente Conseil régional IDF.
- 18-19 juin : Séance plénière Conseil régional IDF.
- 23-25 juin : Drim'In Saclay « La transition énergétique : À vous de relever le défi » École Polytechnique.
- 29 juin, projection de « Libres » et débat avec Jean-Paul Jaud, son réalisateur, au 35 bd des Invalides, Paris 7<sup>e</sup>.



## Appels à projets

- Soutien à l'insertion professionnelle des jeunes ou le retour à l'emploi des adultes, jusqu'au 5 juin.
- Développement et relocalisation des filières agricoles franciliennes de proximité jusqu'au 30 juin.
- Appel à projets Solaire Thermique — jusqu'au 7 décembre 2015.
- Prototypes Technologiques : aider les entreprises franciliennes à mettre au point leurs produits ou services en faisant connaître leur savoir faire et leurs nouvelles pratiques numériques.
- Aide régionale au recrutement d'apprentis — permanent.

Plus d'informations pour les appels à projets sur : <http://www.iledefrance.fr>



## Reportage : Mobilisation contre l'exploitation des huiles de schiste

À Vert-le-Grand, en Essonne, une enquête publique s'est ouverte pour l'extension d'une dizaine de puits de forages d'hydrocarbures sur les exploitations essonniennes de l'entreprise Vermilion. Le spécialiste des hydrocarbures a également fait une demande pour 30 nouveaux puits en Seine-et-Marne. Officiellement, ces demandes portent sur l'exploitation d'hydrocarbures conventionnels mais les écologistes et les associations locales sont persuadés qu'il s'agit surtout de préparer le terrain pour l'exploration et l'exploitation des huiles et gaz de schistes. Pour inciter les Francilien/nes à la vigilance et à exprimer leur refus de voir leur environnement pollué par l'exploitation de ces ressources fossiles, des élu/es se sont rendus à l'ouverture de cette consultation publique pour déposer un cahier d'acteur. Aux côtés des associations anti-gaz de schiste locales, ils ont rappelé que l'avenir passait par l'abandon complet des ressources fossiles et la transition vers les énergies renouvelables. Ce sera l'un des enjeux de la Conférence Climat (COP21).

>> [Le reportage complet sur ce déplacement est là.](#) <<



### Pour nous suivre :



Retrouvez cette infolettre sur notre site : <http://elus-idf.eelv.fr>

EELV\_CRIDF